

L'AGENT DE BREVET COMME TÉMOIN EXPERT

par

François M. Grenier*

LEGER ROBIC RICHARD, avocats

ROBIC, agents de brevets et de marques de commerce

Centre CDP Capital

1001 Square-Victoria – Bloc E - 8^e étage

Montréal (Québec) H2Z 2B7

Tél: 514-987-6242 - Fax: 514-845-7874

info@robic.com – www.robic.ca

Un éloquent plaideur
Se voit confier à la dernière heure
Un mandat très intéressant
Par un client sans argent.

Aie, une injonction interlocutoire!
Et pour me préparer, je n'ai qu'un soir,
Moi qui n'y connais rien, je suis au désespoir,
Pourtant, je dois faire mon devoir...

Au coeur du litige,
Se trouve une simple tige,
Mécanisme dans un rouet
Protégé par un brevet
Rédigé en termes très clairs
Que notre plaideur ne comprend guère.

À quel saint se vouer?
Qui aller consulter?
Quelqu'un doit m'aider!

Mais qui connaît ce droit?
Ah... faire marcher ses doigts
Voilà la solution!

© LEGER ROBIC RICHARD/ROBIC, 1986.

* Avocat, François M. Grenier est l'un des associés principaux du Cabinet d'avocats LEGER ROBIC, RICHARD, s.e.n.c. et du Cabinet d'agents de brevets et de marques ROBIC, s.e.n.c. Ce document a été préparé pour fins d'une conférence prononcée le 1986.03.17 à l'occasion d'une rencontre informelle de la section de Montréal de l'Institut canadien des brevets et marques (PTIC). Ce document ne prétend donc pas exposer l'état complet du droit sur la question. Publication 43.

Se servir du téléphone.

Quel outil magnifique
Que le bottin téléphonique!
D'un élan énergique,
Il appelle ROBIC.

Enfin! il parle à un agent
J'aimerais vous rencontrer
Vous savez, c'est très urgent
Demain, il me faut plaider
Une affaire devant la Cour Supérieure
Désespérée, j'en ai bien peur...

Pas de problème, venez me voir!
Les brevets, moi je connais ça
J'en dépose auprès de l'État
Du matin jusqu'au soir.

La rencontre est fixée
Et tout est expliqué,
Pourtant en termes très clairs
Que notre plaideur ne comprend guère.

Monsieur l'agent,
Vous semblez compétent
Et, selon votre opinion,
Ce brevet n'est pas bon
Puisqu'anticipé et évident
Et de plus, il n'y a pas contrefaçon,
Pour de justes honoraires,
Accepteriez-vous d'être mon expert?

Je ne vois aucun empêchement
À ce que je prête serment
Et fasse partager à la Cour
Mes vues sur le présent recours

Le lendemain, tel que convenu
Nos 2 amis, d'eux-mêmes imbus,
Se présentent au Tribunal,
Certains du résultat final.

Au commencement de l'audition,
Il y a dépôt d'affidavits

Et immédiatement objection
 Notre plaideur a la mine déconfite
 Cette objection impromptue
 N'était certes pas prévue...

Objection mal fondée, votre Seigneurie!
 S'écrie notre plaideur aigri
 Cet homme est un expert!
 Il a le savoir-faire
 Dans les brevets, il passe sa vie,
 Personne ne connaît ça, comme lui!

Je crois l'objection de votre confrère
 Bien fondée dans cette affaire
 Certainement, Maître, vous connaissez
 La cause de *Cooper & Beatty*
v. Alpha Graphic Ltée et al.
 Le juge Mahoney, de la Cour Fédérale

Elle est rapportée cette affaire!
 À la page 145, vol. 49, 2e édition des C.P.R.
 Aux pages 164 et 165, je vous lis un extrait
 Où le Juge rejette la preuve d'un agent de brevet

Je suis sûr que j'obtiendrai votre pardon,
 Je n'ai pas réussi à faire rimer les citations

"The plaintiff sought to call Richard A.R. Parsons as an expert witness. Objection was taken to the admissibility of his evidence and that objection was sustained. Mr. Parsons is a patent agent. He has a special interest, but no professional qualifications, in such things as lithography, map printing and the technical aspects of colour television. He is experienced in the processing of patent applications relative to "the mechanical, chemical and electronic arts", "dye-stuff and pigment field" and "the paper and printing industry". The purport of his proposed evidence, as set forth in his affidavit filed in compliance with Rule 482 was that, in light of the prior art set forth the ABPA, the process disclosed in the patent in issue was not obvious or previously disclosed in another patent.

In support of his submission that Parsons' evidence was admissible, counsel relied on the judgment of this Court in *Xerox of Canada Ltd. et al. v. I.B.M. Canada Ltd.* (1977), 43 C.P.R. (2d) 60 at p. 32 *et seq.*, (1979) 1 F.C. 138. There, Mr. Justice Collier reviewed the contemporary authorities on the question of admissibility of expert evidence on the

ultimate issue which the trier of fact, Judge or jury, must decide and came to the conclusion that, as in criminal cases, expert testimony on ultimate issues should be equally admissible in civil cases. The plaintiff's position is fallacious; Parsons' expertise does not lie in the area of the subject matter of the patent in issue, but rather in the construction of patents dealing with similar subjects. His opinion evidence must be excluded, not because expert evidence on the ultimate issues of obviousness and anticipation is, *per se*, inadmissible (the evidence of Cousins, Edlund and Dr. Materazzi on those issues was admitted), but because the opinion evidence of an expert in the construction of patents on those issues, is, *per se*, inadmissible. In other words, Parsons' expert evidence on the ultimate issues of obviousness and anticipation was inadmissible because of his lack of relevant expertise. Parsons' affidavit, while not on the record, was duly filed and has been retained on the Court's file and may form part of the record in the event of an appeal."

Votre Seigneurie, ne jouons pas au plus fin,
Cette cause date de 1980!

Vous avez raison, j'en conviens...
Mais le raisonnement est divin?

Le raisonnement se défend,
Mais là n'est pas mon argument
Car vous savez, depuis ce temps,
Des experts reconnus par la Cour étaient des agents

De qui parlez-vous? Robert Mitchell?
Celui-là travaille pour gagner son ciel!
Votre Seigneurie, rencontrez l'homme et ses connaissances
Et vous constaterez qu'il n'a aucune chance.
Je parle de Mitchell, effectivement
Mais de d'autres également
Orlhac, Hayhurst, Roston, notamment.
Avant que vous ne rendiez votre décision,
Laissez-moi vous exposer mes prétentions...

Maître, excusez-moi si je vous interromps,
Mais je crois que nous tournons en rond.
J'ai étudié le problème à une occasion
Et je vais vous faire connaître ma position.

Laissons, pour le moment de côté,
Le problème spécifique de l'agent de brevet

Et voyons sur quoi peut témoigner
Un expert qualifié dans ce genre de procès.

L'évidence, l'anticipation,
La contrefaçon du brevet et son interprétation,
C'est là, où avec une preuve bien préparée,
Le Tribunal a besoin d'être éclairé.

Définissons, si vous le voulez bien, ces termes,
Et vous verrez que le problème se cerne.

Une invention sera dite évidente
Et nulle sera la patente,
Si le problème décrit pouvait être solutionné
Par l'homme de l'art sans difficulté.

Pour mieux vous expliquer,
Je crois qu'il convient de citer:
Xerox Canada Ltée v. I.B.M. Canada Ltée
La Cour Fédérale, le Juge Collier
33 C.P.R., 2e édition, page 25, si vous voulez y référer

The Court of Appeal in England in *General Tire & Rubber Co. v. Firestone Tire & Rubber Co. Ltd.*, (1972) R.P.C. 457, made lengthy and valuable comments on this defence. At pp. 497-8:

In relation to the word "obvious" we were assisted by Sir Lionel Heald reminding us as to how this word came to be introduced into patent law - referring us to the speeches of Lord Herschell in the *American Braided Wire* case (1889) 6 R.P.C. 518 at 528 and in *Vickers v. Siddell* (1890) 7 R.P.C. 292 at 305. There were also cited to us a considerable number of cases in which the meaning of this word was discussed in relation to particular facts. We agree, however, with what was said by Diplock, L.J. (as he then was) and Willmer, L.J. in the *Johns-Manville* case (1967) R.P.C. 479 at 493 and 496 deprecating "coining" phrases which may later be suggested to be of general application. "Obvious" is, after all, a much-used word and it does not seem to us that there is any need to go beyond the primary dictionary meaning of "very plain".

When head (f) is invoked it is, of course, as previously indicated, for whoever seeks revocation of a patent to show that the alleged inventive step was obvious to a normally skilled addressee in the art.

Pour éviter toute surprise,
Citer la Cour Suprême est de mise
Hoechst v. Halo Carbon
Page 145, 42 C.P.R., 2e édition.

In my view, the true doctrine was clearly stated by the Privy Council in *Pope Appliance Corp. v. Spanish River Pulp & Paper Mills, Ltd.*, (1929) 1 D.L.R. 209, (1929) A.C. 269, where Viscount Dunedin said (at pp. 280-1):

After all, what is invention? It is finding out something which has not been found out by other people.

Le cas de l'évidence étant réglé,
De l'anticipation, je vais discuter.
Une invention sera dite anticipée.
Si elle a, malheureusement, été publiée
Plus de 2 ans avant d'être déposée.
Toute l'invention doit être décrite
Dans un seul document qui anticipe.
Toutefois, comme l'enseigne la jurisprudence
Ce document doit être étudié
Par un homme de l'art dûment qualifié
Qui peut y apporter les connaissances
Qu'il avait à la date de l'invention
Et qu'il peut prendre en considération.

The King v. Uhlemann Optical Company
1950 10 Fox Patent Cases, page 24,
Supporte précisément ce qui vient d'être dit
Je ne vous joue pas dans les pattes.

The attack on the patent for lack of novelty was on the ground that the alleged invention had been anticipated by prior patents.

The requirements that must be met before an invention should be held to have been anticipated by a prior publication have been discussed in many cases and may be stated briefly. The information as to the alleged invention given by the prior publication must, for the purposes of practical utility, be equal to that given by the subsequent patent. Whatever is essential to the invention or necessary or material for its practical working and real utility must be found substantially in the prior publication. It is not enough to prove that an apparatus described in it could have been used to produce a particular result. There must be clear directions so to use it. Nor is it sufficient to show that it contained suggestions which, taken with other suggestions, might be shown to

foreshadow the invention or important steps in it. There must be more than the nucleus of an idea which, in the light of subsequent experience, could be looked on as being the beginning of a new development. The whole invention must be shown to have been published with all the directions necessary to instruct the public how to put it into practice. It must be so presented to the public that no subsequent person could claim it as his own. This statement is merely a summary of the views expressed by Lord Westbury L.C., in *Hill v. Evans* (1862), 4 DeG.F. & J. 288 at 301; Parker J., in *Flour Oxidizing Company Ltd. v. Carr & Co. Ltd.* (1908), 25 R.P.C. 428 at 457; Fletcher Moulton L.J. in *British Ore Concentration Syndicate Ltd. v. Minerals Separation Ltd.* (1909), 26 R.P.C. 124 at 147; and Lord Dunedin in *Armstrong, Whitworth & Co. Ltd. v. Hardcastle* (1925), 42 R.P.C. 543 at 555; *British Thomson-Houston Co. Ltd. v. Metropolitan-Vickers Electric Co. Ltd.* (1928), 45 R.P.C. 1 at 23; and *Pope Appliance Corporation v. Spanish River Pulp and Paper Mills Ltd.* (1929), 46 R.P.C. 23 at 52. In the last mentioned case Viscount Dunedin, who delivered the judgment of the Judicial Committee of the Privy Council, put the test in these words:

«Would a man who was grappling with the problem solved by the Patent attacked, and having no knowledge of that patent, if he had had the alleged anticipation in his hand have said, "That gives me what I wish"?»

and later, at p. 56:

«Does the man attacking the problem find what he wants as a solution in the prior so-called anticipations?»

Vide also the judgment of the Judicial Committee in *Canadian General Electric Co. Ltd. v. Fada Radio Ltd.* (1930), 47 R.P.C. 69 at 90, where the resume of the decisions made by Maclean J., in this Court was said to be an accurate statement of the law on the subject.

It must be kept in mind, of course, that in considering whether an invention was anticipated by a prior patent, the prior patent must be read in the light of the common knowledge which a person skilled in the art would have had immediately prior to the alleged invention.

Cher Maître, êtes-vous toujours avec moi?
Si vous voulez bien, avec l'aide de la Loi,
Définissons maintenant la contrefaçon.
Seul le breveté peut exploiter son invention.
Ne prenez pas cet air pensif,
Lisez plutôt l'article 46.

CONCESSION DES BREVETS

46. Tout brevet concédé en vertu de la présente loi doit contenir le titre ou nom de l'invention, avec renvoi au mémoire descriptif, et accorder, sous réserve des conditions prescrites dans la présente loi, au breveté et à ses représentants légaux, pour la durée y mentionnée, à partir de la date de la concession du brevet, le droit, la faculté et le privilège exclusifs de fabriquer, construire, exploiter et vendre à d'autres, pour qu'ils l'exploitent, l'objet de ladite invention, sauf jugement en l'espèce par un tribunal compétent. S.R., c. 203, art. 46.

Pour permettre au Tribunal
De distinguer le bien du mal,
L'homme de l'art pourra expliquer
En quoi le contrefacteur a copié.

Évidence, anticipation et contrefaçon,
Reste maintenant l'interprétation.
American Cyanamid Company v. Berk Pharmaceuticals
Page 31, 1976 R.P.C.
Permet de comprendre sans trop de mal
Les éléments à considérer.

The first task in any patent action is to decide exactly what monopoly the patentee has been granted. Today all patents end with claims. The function of the claims is to define the monopoly. The patent, if valid, enables the patentee to stop other people making anything covered by, or using any process covered by, his claims during the life of the patent. One of the important features of the claims is to make it clear to other people what they are not entitled to do during the life of the patent, and the Patents Act expressly provides that the claims must be clear and succinct and must be fairly based upon the matter disclosed in the specification. Before ever you get to the claims of the patent you should find a complete description of the invention, a description of what is going to be claimed. It should be a complete description which will enable anybody, after the patent has expired, to put the invention into practice. These monopolies are granted to encourage people to make inventions and to make the nature and working of them known, and unless a full and fair description is given the patent ought not to be held valid. In the same way, when you get to the claims you ought to be able to know what you may do and what you may not do, and if the claims are incomprehensible or ambiguous, or do not really relate to the invention which has been

disclosed in the body of the patent specification, the patent again should not stand valid. It is not to be expected that every patent will be comprehensible to anybody who happens to pick it up, for patents are directed to persons who have skills in the particular fields with which each patent is concerned - the so-called men skilled in the art. The description of the invention has only to be a description sufficient to enable the notional skilled man to put it into practice. Only those familiar in the field in question can be expected to make anything of the claims.

An understanding of the claims, a determination as to their scope - what lawyers call the construction of the claims - is necessarily the first task to be undertaken, and it must be done dispassionately. The claims should be considered without reference to the effect that the giving of any particular meaning may have on any issue of infringement, without reference to the result and effect so far as the attack on validity is concerned. The language used in each claim is in the end determinative, but each claim must be considered against the background of, in the context of, the specification as a whole. The specification itself has to be considered in the context of the general field to which the invention is applicable. It is directed to skilled men in the particular field and they will read it against their knowledge of the prevailing conditions in the field at the time that the patent is granted, and against their knowledge of earlier work which may have been done in this same field.

The specification (including the claims) is, as Whitford, J., observes, directed to skilled men in the particular field. It is to be construed on the basis of what it would mean to those particular persons.

La Cour doit donc, lors du procès,
Comprendre les termes et la portée du brevet.
Or, le brevet s'adresse exclusivement
À l'homme de l'art du domaine pertinent.
Et si le Tribunal veut des explications,
Un homme de l'art témoignera sans objection.

Maître, nous avons maintenant fait le tour,
Et j'espère avoir votre concours
Quand je dis, qu'à tout égard,
La personne importante, c'est l'homme de l'art.
Or, votre agent de brevet
N'y connaît rien dans les rouets.

Votre Seigneurie, vous n'avez rien compris,

Et franchement je commence à être... en sapristi

Maître, attention à l'outrage à Magistrat,
 Je vais vous envoyer pourrir avec les rats!
 Je m'excuse, votre Seigneurie,
 Cette nuit, j'ai très mal dormi.
 Cette cause est importante pour mon client
 Et la pression m'a rendu impertinent.
 Remarquez que comparé à vos attaques incessantes,
 Je pourrais trouver la prison reposante...

Au moins, vous reconnaîtrez
 Que depuis l'arrêt *Xerox* précité,
 Tout expert peut témoigner
 Sur la question de fond à être tranchée.

Ça, Maître, j'en conviens
 Votre prétention trouve soutien.
 Dans le passage suivant, dont je ferai lecture,
 Lequel vous plaira j'en suis sûr.

In my view there should be no difference between civil and criminal matters, as to the limits of expert opinion. If expert testimony on ultimate issues is admissible where guilt or innocence, imprisonment or liberty, are at stake, then opinions on ultimate issues in civil suits, including patent litigation, should equally be admissible. But the trier of fact alone (whether Judge or jury) must still determine all ultimate issues. Expert opinion on questions such as anticipation or obviousness (to use two examples in this case) can be very helpful. It is, of course, not binding in any way. The tribunal may, however, after weighing the evidence, adopt any opinion or any part, as its own.

Mais là n'est pas la raison
 De la présente objection.

Laissez-moi attirer votre attention
 Sur certaines décisions
 Où, comme dans la présente affaire,
 L'agent de brevet a témoigné comme expert.

Dans *Windsurfing International v. Les Entreprises Hermano*, Monsieur Georges Rolston, un agent de Toronto,
 A, par affidavit, fait valoir son opinion
 Concernant l'interprétation du brevet et sa contrefaçon.

Maître, je vous arrête encore une fois
 Cette cause est rapportée, je crois.
 69 C.P.R., 2e édition, page 176, sauf erreur,
 Je viens de la lire tout à l'heure
 C'est le brevet de la planche à voile
 Dont la défense a tourné mal
 Et en ce qui concerne notre sujet,
 Le jugement est tout à fait muet.

De plus, il convient de noter
 Que Rolston était un navigateur expérimenté;
 25 ans de compétition
 Disait-il dans son opinion.

Peut-être l'aurais-je reconnu comme expert
 Si j'avais eu à juger de cette affaire.
 Il était plus qu'agent, il connaissait la matière.

Au risque de vous peiner,
 Ce jugement ne m'est d'aucune utilité.

Bon, d'accord, oublions celui-là
 Que pensez-vous de *Mainetti v. ERA*
 Page 206, C.P.R., 2e édition, vol. 80,
 Cette cause pourrait me sortir du pétrin.

Avec votre permission,
 Je vais vous lire un bref passage
 De cette excellente décision
 De l'Honorable Walsh, un Juge très sage.

"Robert E. Mitchell was called as defendant's expert witness. Plaintiff objected to some of the opinions expressed in his report in that he is a patent expert and not an expert in industrial design. The reading of his qualifications however indicates that he is a partner in the well-known Swabey Patent Agent firm for whom he has worked since 1967 and has gained considerable experience in the preparation and prosecution of industrial designs to registration, as well as in the conducting of searches and advising clients with respect to design infringement. He is at present chairman of the Industrial Design Legislation Committee of the Patent and Trade Mark Institute of Canada in which capacity he is actively involved in the study of the *Industrial Design Act* on behalf of the institute and preparing proposals for possible amendments. For several years prior to 1980 he was chairman of the Industrial Design Liaison Committee and periodically meets with officials of the Industrial

Designs Office on behalf of the Patent and Trade Mark Institute of Canada to resolve problems of every-day practice for the office. While working in this capacity he was involved in the complete review of the rules under the Act as well as in assisting officials of the Department of Consumer and Corporate Affairs in preparing an examination procedure and guidelines for the public with respect to industrial designs. Since at least 1967, on behalf of the Swabey firm, he has been involved in giving opinions to clients as to the registrability of industrial designs and in distinguishing between what can be protected by industrial designs and what can be protected by patents and/or copyright. He estimates that he has prepared for filing in Canada approximately 600 industrial design applications. While he is not an industrial designer as such there can be little doubt as to his experience in this field and I find him to be a competent expert. Certain paragraphs in his affidavit, which was taken into the record as if read, express opinions on matters which must be decided by the court and the weight to be given to his evidence and opinions are matters for the decision by the court. This does not make his evidence inadmissible."

Je reconnais, qu'à priori,
Ce jugement supporte votre théorie.
Toutefois, je l'ai lu attentivement
Et suis insatisfait du raisonnement.

Quelle est la règle de droit
Qui permet à un témoin d'interpréter la Loi
Et les caractéristiques d'un dessin.

Dans une situation comme celle-là
Aidé par les avocats,
C'est le Juge qui doit décider
Les dessins, il peut les examiner.

Les textes de Loi à appliquer
C'est lui qui doit les interpréter.

Lorsqu'on permet à un témoin de citer de la jurisprudence
C'est la décadence
Même si c'est un expert
Et moi je dis,
Malgré Mainetti
On ne peut pas le faire.

Tant qu'à y être, pourquoi pas
Faire témoigner les avocats

Pour interpréter les textes de Loi,
Ce n'est pas ici que vous allez faire ça!

Toi, mon vieux sacripan,
Tu commences à être fatigant!
Tu me tombes sur les nerfs,
Et tu vas me donner des ulcères.
Se dit notre habile plaideur
Dans son for intérieur.

Restons calme et stoïque
Pour gagner cette bataille épique

Vous n'avez pas encore tout vu
Quelques autres décisions doivent être lues.

Créations 2000 v. Canper

Le Juge Halperin de la Cour Supérieure
Un jugement non rapporté, vous noterez
Dans cette affaire, 3 agents ont témoigné.

Comment pouvez-vous affirmer cela
J'ai lu le jugement et un seul apparaît
L'individu Mitchell
Expert en dessin industriel
Encore celui-là,
À croire qu'il ne fait que cela.

J'affirme cela parce que c'est vrai
Fiez-vous à moi, puisque j'y étais.

C'est la cause des tapis d'auto
Où Bill Hayhurst, de Toronto,
Avait été consulté avant l'importation
Des produits contrefacteurs
Par les 2 défendeurs
Et il était d'opinion
Qu'il n'y avait pas contrefaçon.
Thierry Orhac a été consulté aussi,
Et il était du même avis.

Ces opinions pouvant être d'un certain secours
Se sont retrouvées au dossier de la Cour,
Et le Juge Halperin y a fait référence
Quand est venu le temps de parler des ressemblances.

Je constate quand je lis le jugement,
 Que le Juge Halperin mentionne tout simplement
 Que les opinions obtenues au préalable
 Pouvaient être mises en preuve de façon valable
 Est-il nécessaire de mentionner
 Que je suis d'accord avec cette façon de procéder?

Avec ce passage que vous venez de lire,
 Voulez-vous me faire dire
 Que le cas des experts habiles à témoigner
 A été définitivement réglé.

Ces opinions ont dû être considérées
 Après avoir été déposées au dossier,
 Sans objection, sans doute par paresse,
 De la part des procureurs adverses.

Avant de me lancer votre fiel,
 Lisez donc ce que dit le Juge sur Mitchell:

"I agree with the views expressed by the expert witness Robert E. Mitchell that there is no indication in claim 1 of a feature which would eliminate damage to pans as indicated in the object statement contained in the Mémoire Descriptif. It is I believe self-evident that for the invention to achieve the stated object, the ribs referred to in this claim should be closely spaced; this fact is recognized at line 31 of the Mémoire Descriptif. No similar reference is contained anywhere in the claims.

I also agree with the further views expressed by the witness Mitchell and the other expert witness Raymond Gauvin that it is not the combination of a central pan within which a system of triangular ribs or the inclined ribs under the pedals, that provide the results called for in the specifications since there is no indication as to the desirable range of distances between the ribs and the desirable height of the ribs."

Vraiment, je ne suis pas impressionné,
 Dans un cas peu compliqué,
 Un Juge a-t-il besoin d'être aidé
 Pour lire un brevet et constater
 Que quelque chose semble y manquer.
 C'est le rôle qui est confié
 Aux avocats qui doivent plaider.

Je reconnais qu'il peut être pratique

Dans le cadre d'injonction interlocutoire
 De présenter de telles preuves moins méritoires
 Quand, compte tenu des contraintes temporelles,
 Trouver quelqu'un d'autre que Bob Mitchell
 Serait tout à fait illusoire.

Selon moi, ce qui est pratique
 Doit également avoir un fondement juridique.

Mon cher Maître, vous m'avez convaincu
 Que si cette pratique était reconnue,
 Elle donnerait lieu à des abus
 Et si un exemple est requis,
 Référons-nous à l'affidavit de Peter Kirby
 Lequel a été déposé
 Dans la cause de *Bayliner Marine Corporation*
v. Doral Boats Limitée
 Page 289, 5 C.P.R., 3e édition
 Avec votre permission,
 J'en citerai des passages assez longs.

"Peter Kirby, an experienced patent agent also testified as an expert on behalf of defendant. He admitted however that his expertise is in the field of industrial design and much of what he said is inadmissible including opinions expressed in paras. 17 and following of his affidavit on the interpretation of s. 46 of the *Copyright Act* which is a legal matter. In para. 18, for example, he sets out his views of the consequences of finding that copyright protection extends to shape and configuration of an article. He strongly criticizes *Royal Doulton Tableware Ltd. et al. v. Cassidy's Ltd. - Cassidy's Ltée* (1984), 1 C.P.R. (3d) 214. These are all matters for argument by counsel, not for evidence by an expert witness."

C'est le dernier jugement en date
 Je suis heureux car je constate
 Qu'il efface 5 ans d'hérésie
 Et nous retourne à *Cooper & Beatty*.

Votre agent connaît les brevets
 Sur le bout des doigts, je l'admets!
 Des choses, il faut savoir faire la part
 Votre expert n'est pas un homme de l'art
 Je dois maintenir l'objection
 Et émettre une injonction.

Notre plaideur est atterré
Enfer et calimé
J'aurais dû consulter
FRANÇOIS GRENIER.

ROBIC + LAW
+ BUSINESS
+ SCIENCE
+ ART

ROBIC + DROIT
+ AFFAIRES
+ SCIENCES
+ ARTS

